

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 324

Artikel: La gestion des atrocités vietnamiennes ou une leçon unique de "relations publiques"
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028699>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gestion des atrocités vietnamiennes ou une leçon unique de «relations publiques»

Après des années d'informations au jour le jour, il ne peut être trop de quelques semaines de vacances pour faire le point. La guerre du Vietnam a fait la « une » de tous les moyens de communication de masse au moins une fois par semaine à travers toute la politique mondiale récente. Imagine-t-on combien elle pèse sur toute une génération de lecteurs de journaux ?

Depuis la libération de Saigon pourtant, le flot de nouvelles a progressivement tarri et un voile pudique est tiré sur la renaissance d'un pays dont les Européens connaissent souvent mieux les contours et la géographie que ceux de leur propre patrie. C'est à peine si, ça et là en Suisse, des groupements d'extrême-gauche ont publié des communiqués de victoire (tout de même, à Lausanne, pour ne citer que cet exemple, en marge du Festival de la Cité annuel, une « fête » vietnamienne pour commémorer l'événement) : les projecteurs de l'actualité se sont donc éteints sur Saigon et sur Hanoi et, pour suivre l'analyse du célèbre linguiste américain Noam Chomsky, l'une des plus impressionnantes manœuvres d'intoxication collective que l'on ait connues a pris fin.

Ce détournement méthodique de l'opinion mondiale au chapitre vietnamien, il est possible de commencer à l'évaluer pendant ces mois d'été après le grand déferlement de nouvelles et de reportages qu'a suscité la dernière offensive communiste. Grâce à un livre qui vient de paraître en français et qui donne une idée des leçons qu'impose le martyre de tout un peuple : « Bains de Sang » de Noam Chomsky et E.S. Herman (collection Change, éditions Seghers/Laffont. Titre original anglais (1973) : « Counter-revolutionary violence : Bloodbaths in fact and propaganda »). A l'heure des premiers bilans vietnamiens, la réac-

tion de la presse a été unanime sur un point : l'un des plus atroces conflits de l'histoire venait de se terminer, mais un conflit « à cœur ouvert » en quelque sorte, pendant lequel les moyens de communication de masse avaient « fait leur travail » d'informateurs comme jamais auparavant. Et de rappeler que, grâce au petit écran en particulier, tous les Américains avaient eu le loisir de partager dans les rizières en compagnie de leurs soldats; et de laisser entendre qu'en définitive cette « proximité » des opérations avait largement pesé dans la balance en faveur d'un arrêt des hostilités. Un satisfeut général en somme : la mission sacrée des journalistes en faveur de la paix avait été bien remplie.

Vue sous ce même angle de l'efficacité des moyens de communication de masse, la guerre du Vietnam peut inspirer de tout autres considérations. La question posée par Chomsky : comment, à l'occasion du conflit vietnamien, une « politique mondiale des *bains de sang constructifs* » a-t-elle été rendue acceptable pour la démocratie américaine ? Comment, à travers tout un jeu de rôles, d'énoncés de discours retransmis par les médias, la guerre du Vietnam a-t-elle pu devenir *acceptable* pour une bonne partie de l'humanité, après l'être devenue pour la majorité de l'opinion aux Etats-Unis ?

Une entreprise exemplaire

L'objectif de Chomsky est d'exposer dans sa forme originale le gigantesque mensonge organisé par le gouvernement de Washington, embarrassé par la vérité et craignant les conséquences politiques d'une relation fidèle de ses actes. Ce décodage apparaît comme une entreprise exemplaire qui peut être présente dans toute notre perception de l'actualité, quelle qu'elle soit, dans quelque climat qu'elle survienne. A ce point de vue, la portée de la démarche suivie dans « Bains de Sang » dépasse largement le procès des autorités américaines et les opinions personnelles de Chomsky sur le régime Nixon.

Il faut entrer ici plus avant dans la démonstration du savant américain : « Bains de sang » — « bloodbath » — est un terme familier aux Américains. Il est communément employé pour décrire les actes de violence et de terreur — passés, présents et futurs — contre les populations civiles, lorsqu'ils sont attribués à l'ennemi, et dans les cas où la victoire n'est pas de notre côté. Dans la version officielle de la toute récente histoire vietnamienne, par exemple, nous seuls et notre vaillant allié de Saigon nous nous sommes dressés entre les dix-sept millions de Sud-Vietnamiens et le bain de sang qu'auraient provoqué les hordes barbares du Nord-Vietnam et leur bras au Sud, le Vietcong. L'impression que véhiculent les mass media et leur mesure commune est celle d'un souci humanitaire, de la part des dirigeants américains, à l'égard des victimes de la « violence ». Le public a été amené à croire que la politique américaine au Vietnam était de quelque façon contrainte par le recours à la violence et par la menace d'un bain de sang — de la part des autres ».

En suivant ainsi les années d'occupation de la péninsule indochinoise, on découvre que le souci qu'on peut avoir de la violence est « sélectif » : « certains bains de sang semblent être considérés comme « bénins », ou même comme positifs et constructifs; seule une sorte très particulière d'entre eux a droit à la publicité, est jugée atroce et digne de produire l'indignation ».

Dans cette perspective, les massacres au nom de la révolution sont « mauvais », et ils constituent un recours à la violence considéré comme « inapproprié et inélégant en vue d'obtenir un changement social : « de tels massacres sont le fait de « terroristes » — le mot « violence » lui-même est habituellement réservé à l'usage de la force lorsqu'elle est employée par des éléments et des mouvements d'opposition ». D'un autre côté, les tueries entreprises pour ramener les populations à la passivité (« stabilité », « équilibre politique ») sont rarement définies comme bain de sang ou comme usage de la violence, ce sont des « réajustements »

ou des « changements dramatiques », tolérés ou encouragés comme nécessaires et souhaitables : « cela est vrai soit que le bain de sang détruite à la fois l'appareil d'organisation et la base des mouvements de gauche dans la population (comme en Indonésie), soit qu'il tue plus modestement, simplement pour désorganiser et terroriser juste assez une population pour instaurer une domination totalitaire de droite, comme la République Dominicaine, le Guatemala ou le Brésil; ou encore, qu'il se situe quelque part entre ces deux extrêmes, comme dans le cas de l'« effort » américain au Sud-Vietnam ».

Succès assuré

D'où un véritable système de « gestion des atrocités » dans lequel un gouvernement peut s'engager, « avec le degré requis de coopération des moyens de communication de masse (que n'a-t-on pourtant dit, après Watergate, sur l'indépendance des journaux américains par exemple ?) et non sans un succès à peu près assuré », par le simple « poids des informations mises dans le circuit, par l'usage sélectif des *rapports* sur les actes d'atrocités attribués à l'ennemi, par la création de *récits*

et de mythes de bains de sang et par leur enjoivre ».

La leçon dégagée par Chomsky après l'analyse de multiples documents de l'histoire de la guerre du Vietnam : ce « grand mensonge » peut marcher en dépit de fuites occasionnelles dans une presse libre et « non seulement il peut survivre et rendre des services appréciables sans qu'on ait à se soucier de réfutations tout à fait raisonnables et définitives, mais certaines vérités patriotiques peuvent être aussi fermement établies aux yeux de la majorité par la constante répétition ».

En cent cinquante pages, Chomsky et Herman n'ont pas l'ambition d'analyser les rouages de la machine mise au point pour « gérer les atrocités vietnamiennes », machine dont l'opinion mondiale entière a été victime; ils se contentent d'établir que « dans la perspective du leadership américain, les bains de sang ne sont pas nécessairement considérés comme mauvais ». Et dès lors qu'est ainsi éclairée la manipulation systématique des faits qui environnent les atrocités de la guerre, apparaît aussi le dénuement extrême et incroyable des victimes de ce conditionnement organisé à grande échelle : la leçon quotidienne de la guerre du Vietnam pour chacun de nous.

L'esclave et l'ambassadeur

« Le spectacle de votre intervention dans le Conseil national me fait pitié. Vous vous êtes montré comme un des multiples esclaves au service d'une doctrine étrangère n'ayant pas de borne morale pour mentir, calomnier et discréditer sans aucun fondement une personne qui a mené une vie professionnelle et privée irréprochable.

» Je connais la tactique de ceux qui vous ont ordonné d'attaquer. Eux et vous, vous savez qu'en usant la tribune que vous offre l'organisation démocratique de votre pays, vous pouvez lancer un grand coup de propagande contre le Chili sans rien risquer. C'est le lâche genre d'attaque pratiqué par les groupes auxquels vous appartenez.

Et de la même façon ceux-ci ont corrompu et discrédité la tribune des organismes internationaux car ils ne peuvent pardonner au Chili d'avoir secoué le joug de la dictature marxiste pour récupérer sa traditionnelle démocratie, la vraie démocratie que l'on pratique et non pas celle qui sert uniquement d'étiquette pour cacher le genre de dictature déjà assez connu dans le monde.

» Vous ne pouvez et ne pourrez jamais montrer un dossier prouvant les graves accusations que vous portez contre moi, car il n'existe pas. C'est un dossier inventé par d'autres personnes et dont vous vous êtes fait l'écho (...).

Ces quelques lignes donnent le ton de la réponse (transcrite ici mot à mot) de l'ambassadeur du Chili à Berne à une intervention parlementaire

d'Arthur Villard mettant en cause la dictature chilienne.

Le Conseil fédéral au pied du mur

Le Conseil fédéral, interpellé par le même député (question ordinaire du 25 juin) à la suite de cet « échange » devra dire « ce qu'il pense de cette conception de la démocratie telle qu'elle est pratiquée par la junte criminelle qui s'est emparée du pouvoir au Chili par les moyens que l'on sait, et qui, ainsi que le démontrent diverses enquêtes, a instauré la torture (en perfectionnant les méthodes nazies) comme instrument d'exercice de son pouvoir usurpé » (Villard demande en outre à juste titre au Conseil fédéral « ce qu'il pense entreprendre pour faire connaître aux dirigeants de la junte chilienne son appréciation quant aux méthodes utilisées par ces « démocrates traditionnels »).

Onze journalistes fusillés ou assassinés

Dans cette perspective une note supplémentaire s'impose. L'ambassadeur du Chili en Suisse fait état d'un noyau tâché de l'information sur la « démocratie chilienne »; mais a-t-il une opinion sur la politique de Santiago en matière de presse ? Après les derniers bilans, qui passent il est vrai difficilement les frontières, il est établi que

— onze journalistes ont été fusillés ou assassinés sous la torture,

— des centaines de journalistes et travailleurs de la presse, contraints au chômage, expulsés ou persécutés par la dictature, ont dû prendre le chemin de l'exil,

— une vingtaine de journaux ont été interdits et leurs biens confisqués (quarante émetteurs de radio ont subi le même sort),

— quarante-trois journalistes chiliens sont en prison ou dans des camps de torture (plusieurs d'entre eux ne sont pas « reconnus » par la junte, ce qui met leur vie particulièrement en danger). Les noms sont à la disposition de Son Excellence. Information oblige !